

## Les familles québécoises prennent de moins en moins de vacances. Un mouvement social cherche à combler les besoins ignorés par l'industrie récréo-touristique.

PAR JEAN-SÉBASTIEN MARSAN

«**M**aman, t'es pas pareille qu'à la maison!». Gertrude se souviendra longtemps de cette phrase. C'était pendant les premières vraies vacances des Letellier à la campagne. Avec leurs huit enfants, aujourd'hui âgés de 4 à 24 ans, André Letellier et Gertrude Charron avaient l'habitude des étés à Longueuil. M. Letellier y a toujours vécu. Il gagne le seul revenu de la famille, comme employé dans une manufacture de vêtements. Les Letellier n'ont pas l'habitude des folles dépenses.

Depuis 30 ans, les familles québécoises prennent de moins en moins de vacances. Leur pouvoir d'achat a baissé. L'accessibilité aux vacances est redevenu un enjeu primordial pour les familles, désorganisées, défavorisées, ou nombreuses comme les Letellier. Et, sans budget ou sans organisation adéquate, des vacances ou des loisirs, c'est comme le chômage, presque une calamité.

En 1999 et en 2000, les Letellier ont pu s'offrir le Camp Beauséjour, à Victoriaville, dans les Cantons-de-l'Est. Le camp offre des rabais à une dizaine de familles, chaque été, grâce aux contributions des administrateurs du camp, les Frères du Sacré-Coeur, aux dons privés et au bénévolat d'une équipe de laïcs. Pour la famille Letellier, les tarifs flexibles du Camp Beauséjour ont fait toute la différence.

Mais, depuis 1995, «les statistiques démontrent que moins de la moitié de la population réussit à partir en vacances et que la situation ne s'améliore pas», confirme le professeur Louis Jolin, du Département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal (Uqàm). En 1970, précise M. Jolin, citant ses collègues Jean Stafford et Marcel Samson<sup>1</sup>, les trois quarts des habitants de la grande région de Montréal partaient en vacances. Ce taux a baissé à 71,1 %, en 1980, et est descendu aussi bas que 56,3 %, en 1995.

### Fuir balconville

Parmi les causes de ce recul figure le peu de temps accordé aux vacances. «Le régime légal au Québec, c'est deux semaines après une année de service continu chez le même employeur et trois semaines après cinq ans», rappelle M. Jolin. L'universitaire représente le Conseil québécois du loisir (CQL) au Bureau international du tourisme social (BITS). Il est bien placé pour faire des comparaisons. En France par exemple, le pays qui a inventé les congés payés en 1936, les travailleurs bénéficient de cinq semaines de congés payés par année.

Autre explication, l'insécurité économique des ménages s'aggrave depuis les années 1970. Dans une étude soumise au Mouvement québécois des camps familiaux (MQCF)<sup>2</sup>,

M. Jolin et deux collègues de l'Uqàm ont constaté que, pour 48 adultes ayant séjourné en 1999 dans des sites de vacances du Mouvement, 42 % des familles ont déclaré un revenu annuel de moins de 15 000 \$.

«Avec la précarité de l'emploi et le travail autonome, le manque de vacances est un problème très net», dénonce Louis Jolin. La solution? Se tourner vers des organismes communautaires qui aident à organiser loisirs et vacances.

### Pas cher, mais pas cheap

Camps de jour ou familiaux, colonies de vacances, cercles de jeunes naturalistes, associations de camping et de caravaning, festivals populaires, mouvement scout, chantiers jeunesse, sans oublier les loisirs de plein air, artistiques, folkloriques, scientifiques et d'autres encore : un secteur récréo-touristique social s'est développé pour combler des besoins ignorés par une industrie axée sur le profit (sur le plan mondial, le tourisme est l'industrie affichant la plus forte croissance et elle est la première ressource de plusieurs pays).

Revenons au Camp Beauséjour, Eden de la famille Letellier. Il est nettement moins cher qu'un camp à but lucratif. Pour cinq jours incluant les repas, l'hébergement, l'animation et le matériel, un adulte débourse un maximum de 50 \$ par jour, moins s'il opte pour la «salle de séjour», la chambrette ou les



Marilyn et Sophie à la plage. Natashquan, juillet 1998.

PHOTO JEAN-FRANÇOIS LEBLANC AGENCE STOCK PHOTO

nuits sous la tente. En comparaison, le Centre de plein air Jouvence, à Bonsecours, toujours dans les Cantons-de-l'Est, plutôt haut de gamme, demande entre 89 \$ et 100 \$ par jour par adulte.

Le Mouvement québécois des camps familiaux regroupe 44 organismes communautaires. Il peut garantir à une famille de quatre personnes un séjour d'une semaine pour moins de 600 \$. Certains camps réduisent leurs tarifs en fonction du revenu et de la charge familiale des vacanciers. Depuis 1982, le MQCF a permis à 75 000 familles de profiter de vacances.

«Cette année, pour une semaine complète, 168 \$ par adulte tout compris, c'est vraiment pas cher», se félicite Linda Dellazizzo, une mère de quatre enfants, de 7 à 17 ans, de Le Gardeur. Ils séjourneront au Centre de plein air Bleu et Blanc, à La Conception (près de Mont-Tremblant). Ce camp affilié au MQCF offre des réductions de tarifs allant jusqu'à 30 % pour les familles à faible revenu.

Sans le Centre de plein air Bleu et Blanc, Linda Dellazizzo et sa famille ne changeraient pas de décor cet été. «D'habitude, on va à la plage, à l'Épiphanie, et c'est tout», confie-t-elle. «Ici, les camps de vacances ►

Partir Sortir est réalisé en collaboration avec le Conseil québécois du Loisir.

# PARTIR SORTIR LE DROIT AUX VACANCES